

Pratiques, ambitions et défis des PME suisses face à la durabilité

Principaux résultats de l'enquête 2025-2026

Aujourd'hui, la durabilité s'impose progressivement comme un cadre structurant des politiques économiques en Europe et, par ricochet, en Suisse.

L'Union européenne (UE) a mis en place des cadres réglementaires ambitieux, notamment la Directive CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive). Celle-ci impose à certaines entreprises de publier des informations environnementales, sociales et de gouvernance standardisées relatives à leurs activités, afin d'accroître la transparence et d'orienter les investissements vers une économie plus durable.

Même si la Suisse n'est pas membre de l'UE, les PME suisses sont de plus en plus exposées aux exigences liées à la durabilité. Cette pression s'exerce par plusieurs canaux : les relations commerciales avec des partenaires européens ou des multinationales, ainsi que le cadre réglementaire national, notamment la loi climat et innovation (LCI) adoptée en 2023, qui impose à toute entreprise de définir une trajectoire de décarbonation à l'horizon 2030. À cela s'ajoutent les exigences croissantes des banques et institutions financières.

Dans ce contexte, les entreprises doivent souvent fournir des données comparables aux standards européens, sans pour autant toujours disposer des outils, des ressources ou de la visibilité nécessaires pour structurer leurs démarches.

C'est dans cette optique que CleantechAlps a mené une enquête auprès des PME afin de mieux comprendre les défis concrets auxquels elles sont confrontées. Cette démarche permet d'évaluer leur niveau de sensibilisation et leur engagement réel pour orienter la mise en place de mesures de soutien concrètes adaptées à leur réalité. Nous partageons ici le constat établi sur la base de 680 réponses de responsables d'entreprises, majoritairement issus de la direction. À noter que cela représente le plus grand nombre de retours sur le sujet en Suisse romande !

Le profil des entreprises participantes est illustré dans l'infographie avec une majorité de sociétés de moins de 50 employés, une activité de type industriel pour 75% d'entre elles avec une proportion de deux tiers qui proposent un produit ou une combinaison produit/service.

L'analyse des résultats montre que, bien que la plupart des entreprises soient sensibles aux enjeux de durabilité, seulement une minorité met en place des pratiques structurées et solides.

Ces résultats montrent que, si la majorité des PME ont déjà engagé des actions, celles-ci restent souvent isolées, peu priorisées et pas forcément ancrées dans la stratégie d'entreprise. Le principal enjeu réside autant dans la sensibilisation du plus grand nombre que dans la capacité à structurer une démarche cohérente, intégrée dans la stratégie de l'entreprise, proportionnée et compatible avec les ressources disponibles pour répondre aux exigences réglementaires et économiques à venir.

L'objectif est clairement d'embarquer rapidement une plus grande partie du tissu économique et de profiter de cette dynamique pour exploiter le levier des solutions de branches à l'horizon 2027. Et finalement aboutir à l'horizon 2030 à des PME pleinement outillées et capables de répondre efficacement aux exigences légales en matière de durabilité.

Dans le cadre de notre mission visant à préparer le terrain pour accélérer la transition vers une société plus durable, CleantechAlps a développé une série de modules de sensibilisation en réponse aux besoins identifiés dans cette enquête. Le but est de donner aux PME les clés de compréhension de la durabilité, et de les orienter sur la manière de mettre le pied à l'étrier ou de poursuivre les actions déjà initiées au sein de leur organisation.

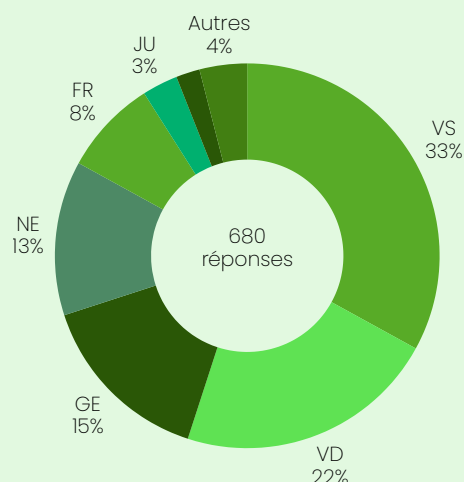
N'hésitez pas à contacter CleantechAlps si vous désirez intégrer l'un de ces modules comme intervention lors d'une assemblée générale, workshops ou autres manifestations spécifiques.



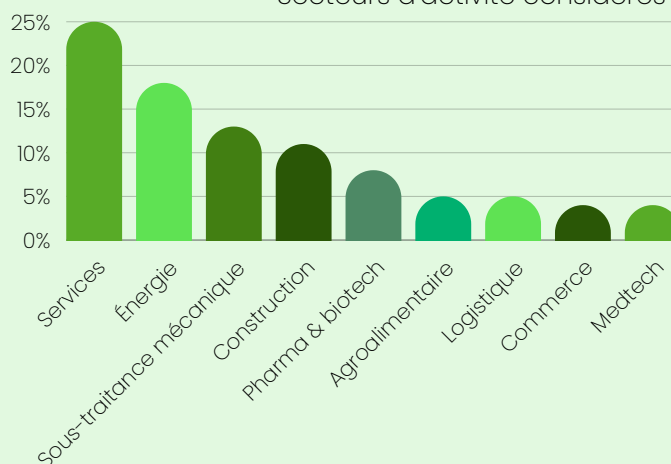
Principaux résultats de l'enquête 2025-2026

Profils des PME

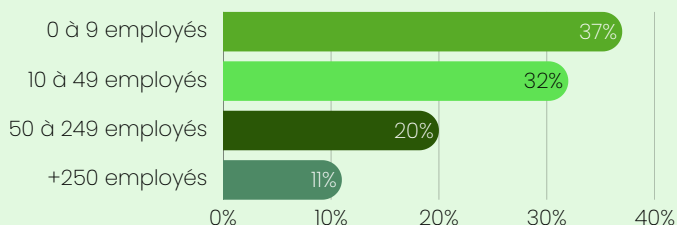
Répartition par canton :



Secteurs d'activité considérés :

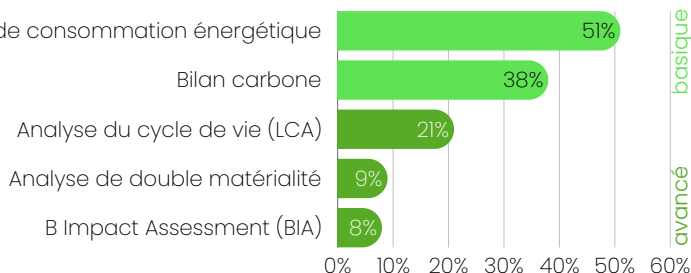


Répartition par taille d'entreprise :



75% des PME ont
réalisé une **analyse**
sur un pilier ESG

Analyse de consommation énergétique



Plus de la moitié
des entreprises
souhaitent être
accompagnées

55%
Au moins un besoin
exprimé

Près d'une entreprise sur deux
n'a pas de **certification**

